Né avec le baby boom d'après guerre, j'avais 10 ans en 1956. Un âge où les événements s'ancrent très profondément dans notre petit crâne pour ne plus en ressortir. Tel est le cas de ces journées d'octobre 1956 (23 octobre-4 novembre) dont je garde encore un souvenir très vivant.

Deux me reviennent immédiatement en mémoire. Celle d'un dimanche matin (le 4 novembre, je pense) où, alors que nous sortions de l'immeuble, mon père chassa furieux deux pauvres bougres réfugiés sous notre porche pour y vendre *l'Humanité dimanche*. Second souvenir : le retour dans notre chambre tard dans la nuit de mon frère rentrant d'une manifestation devant le siège de *l'Humanité* [(1)]. Nous racontant que les occupants de l'immeuble, pour éviter l'assaut, leur jetaient des plombs d'imprimerie par les fenêtres. Son trophée : un bâton piqué au passage à un CRS. J'étais fier de lui.

Autre souvenir qui nous avait tous marqués : le décès du photographe Jean-Pierre Pedrazzini et ses dernières photos dans *Paris Match*. Bien peu de choses, somme toute (sinon le tragique destin de Jean-Pierre Pedrazzini) ? Mais si… Car ces petits souvenirs reflètent une ambiance, un état d'esprit dont je reste encore profondément imprégné.

■

Je ne sais ce qu'il en a été ailleurs, en Europe et dans le monde, mais je peux affirmer qu'autour de moi, ces événements marquèrent très profondément l'opinion, et pas seulement dans mon milieu. Seuls s'osbtinèrent dans leur incroyable aveuglement les dirigeants du Parti communiste français et une bonne partie de leurs adhérents. Une honte pour mon pays quand je pense aux réactions observées ailleurs, par exemple chez les communistes italiens. Autre honte dont nous restons encore marqués, plus de 50 ans après : la passivité complice de nos gouvernements. Pas seulement en France, mais dans tout le monde occidental dit «libre».

C'était la première fois qu'un peuple se soulevait contre l'oppression du régime communiste. Certes, l'opinion gardait en tête le souvenir d'émeutes qui s'étaient produites trois ans plus tôt en Tchécoslovaquie (Ostrawa, Pilsen) et surtout à Berlin, ces dernières violemment réprimées par les chars russes. Et puis, il y avait eu quelques mois plus tôt cette insurrection des ouvriers polonais de Poznań qui devait déboucher sur l'élection de Gomułka aux commandes de la Pologne, précisément le 23 octobre. Mais rien à voir avec ce qui se passait en Hongrie.

On eût pu donc espérer un soutien de l'Ouest. Ne rêvons pas ! (Et les pauvres Hongrois furent nombreux à rêver…). Qui allait risquer un conflit ouvert pour ce «petit» pays, certes attachant, mais sans véritable enjeu stratégique ? On a souvent invoqué la crise de Suez comme excuse pour expliquer la non-intervention, du moins des Français et des Britanniques. Non. Il s'agissait tout simplement de ne pas remettre en cause les accords de Yalta et surtout de ne pas prendre de risque «inutile» pour «une poignée d'insurgés». Les Hongrois ne nous le pardonneront jamais et ils ont bien raison.

Ceci dit, reconnaissons que la démarche (une intervention directe ou indirecte par les armes) eût été condamnée à l'échec. Ce qui ne nous dispensait pas de faire pression (mais comment ?). Ce que nous en savons est que, de son côté, Khrouchtchev (mis un moment en minorité au Bureau politique) était coincé par l'intransigeance des Chinois qui lui reprochaient d'avoir joué les apprentis sorciers avec ses révélations du XXème Congrès. Bon… ne refaisons pas l'Histoire et ne nous lançons surtout pas dans une analyse de plus qui n'apporterait rien de nouveau. Des bibliothèques entières sont consacrées au sujet, auxquelles ma petite personne n'apportera rien de nouveau.

■

Il serait peut-être plus intéressant de faire un bond de 56 ans pour nous replacer, face à ces événements, dans la Hongrie actuelle, celle de 2012. En France, mon entourage ne cesse de se référer, non sans une certaine nostalgie, à la révolution de 1956 pour louer le courage du peuple hongrois. Et quel courage ! Quand je revois ces clichés de jeunes enfants se hissant sur des tanks pour y lancer des cocktails molotov [(2)], j'en reste encore rempli de respect et d'admiration. Et aujourd'hui ? …Aïe !… Quitte à jouer les rabat-joie et à contrarier ou décevoir les lecteurs français, je dirai que ce n'est plus vraiment le même peuple… De même, pour prendre une comparaison simpliste, que leur sélection nationale de football n'a plus rien à voir avec celle où brillaient dans les années cinquante les Puskás, Kocsis et autres Grosics… Bref, de nos jours, l'héroïsme n'est plus trop de mise. S'il nous fallait trouver une comparaison pour 1956, je penserais au „printemps arabe". La différence : les Lybiens, Syriens et Yéménites se sont battus ou se battent pour abattre un régime. En 1956, les Hongrois se battaient au contraire pour défendre un homme et son gouvernement (Imre Nagy) face à une agression venue de l'extérieur.

Mais revenons à nos moutons de la Puszta *(qui, d'ailleurs, n'en a pas, de moutons…)*.

Aujourd'hui, le gros de la population hongroise semble caractérisé par une attitude de méfiance et de passivité qui confine presque à l'indifférence ou à la résignation face, non seulement au milieu politique, mais à la chose publique en général. Les sondages le montrent de façon unanime. Un peu plus de la moitié des Hongrois se déclare sans opinion quant au choix d'un parti. Il est vrai que le choix est ici plutôt limité… Plus inquiétant : un autre sondage place les atteintes à la démocratie loin derrière le pouvoir d'achat dans la préoccupation des Hongrois. Certes, quand on sait les graves soucis matériels auxquels sont confrontés nombre de ménages dans ce pays, on peut comprendre… Mais… …en 1956 ? Vivaient-ils mieux ? J'en doute. La politique du «communisme goulache» n'allait être inventée que bien plus tard.

Nous serions bien présomptueux, dans notre petite peau de Français, de leur reprocher ce manque d'engagement, et ce pour mille raisons (graves difficultés matérielles, absence de tradition et de culture en matière de droits). Mais, malgré tout…. Pourquoi si peu de réaction face à des abus ou exactions parfois révoltantes (défilés de milices néo-nazi) ?

Peut-être est-ce trop vite dit. Cet hiver nous le dira. S'il n'y aura pas d'émeutes, certes, ne serait-ce

que de par la dispersion de la population et le manque d'une organisation mobilisatrice, il faut plutôt craindre des mouvements d'impayés en masse, non par esprit de «résistance», mais pour la bonne raison que nombre de ménages n'arriveront plus à régler leurs factures ou rembourser leurs emprunts….

■

Nous voici bien loin de 1956… Un regret : que cet anniversaire ne fasse plus l'objet d'un rassemblement de la nation, mais soit au contraire prétexte à un affrontement entre deux camps opposés qui s'attribuent chacun l'héritage de la Révolution, surtout de la part d'une droite intolérante qui s'érige en descendante «exclusive» des insurgés. Le Premier ministre Viktor Orbán n'a-t'il pas été jusqu'à comparer les élections qui l'ont porté au pouvoir en avril 2010 (qu'il appelle «*révolution par les urnes*») au mouvement de 1956 !! Indépendamment de tout parti pris, j'y vois un affront à la mémoire de ces milliers de victimes qui n'ont plus leur mot à dire.

Petite consolation en tant que Français : chaque année, l'anniversaire fait l'objet d'un rassemblement sous l'Arc de Triomphe, où se retrouvent encore plusieurs centaines de participants pour honorer la mémoire des combattants de 56 sur la flamme du soldat inconnu. Voilà qui nous soulage un peu du poids jeté sur notre conscience collective par ce silence complice dont avaient fait preuve nos autorités à l'époque. Je retrouve alors le jeune Parisien de 10 ans et les souvenirs encore si vivants qu'il a laissés au senior de 2012, devenu Budapestois, de fait et de cœur.

---

(1): il me semble que c'est cette place (siège du PCF et du journal *l'Humanité*) qui a été rebaptisée place Kossuth en mars 1957… Geste hautement symbolique !

(2): contrairement à une idée répandue, ce n'est pas à Budapest qu'a été inventé le cocktail molotov, mais en Finlande, contre l'invasion russe de 1939; c'est toutefois à Budapest qu'il a acquis, si je puis dire, ses lettres de noblesse.